



COMMUNE DE MIOS

Hôtel de ville – Place du XI Novembre – BP 13 – 33380

Service études M Tonnelle ☎ 05.56.26.66.21 / @ : c.tonnelle@villemios.fr

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX PASSÉ SELON LA PROCÉDURE ADAPTÉE

EN APPLICATION DE L'ARTICLE 28 DU CMP

MAPA n°04-2016

**OBJET : FOURNITURE ET INSTALLATION DE STRUCTURES DE JEUX POUR ENFANTS ET DE FITNESS
EXTERIEUR SUR LA PLACE BIRABEILLE DE LA COMMUNE DE MIOS**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P)

Maître d'ouvrage :

Ville de Mios

Hôtel de Ville

Place du XI Novembre

33380 MIOS

Maître d'œuvre :

Services techniques municipaux

Représentant légal du Pouvoir Adjudicateur : Monsieur Cédric PAIN, Maire de Mios

Comptable public assignataire des paiements : le receveur des finances de la Ville de Mios

Imputation budgétaire : investissement

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION	3
ARTICLE 2 - TRANCHES D'EXECUTION / ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 3 - DOCUMENTS	3
ARTICLE 4 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE	4
ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION DIVERSES	5
ARTICLE 6 - MATÉRIAUX ET FOURNITURES	5
ARTICLE 7 - VOLET ENVIRONNEMENTAL.....	6
ARTICLE 8 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES	6
ARTICLE 9 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	6
ARTICLE 10 - INSTALLATIONS ET GESTION DU CHANTIER.....	7
ARTICLE 11 - VISITE DES LIEUX	7
ARTICLE 12 - PRIX	7
ARTICLE 13 – AIRES DE JEUX.....	8
ARTICLE 14 – AIRE DE FITNESS	10

ARTICLE 1 - PRESENTATION DE L'OPERATION

Objet de l'opération

La présente opération concerne la fourniture et la mise en œuvre de structures de jeux pour enfants sur la place Birabeille de la Commune de Mios.

Il est à noter que la mise en œuvre des jeux sera réalisés sur des supports adaptés aux hauteurs de chute des jeux et seront à la charge de la commune de Mios.

Le budget maximal alloué à la réalisation de cette opération est de 65 000 euros TTC découpé comme suit :

Aire de fitness : 18 000 euros TTC

Aire de jeux : 47 000 euros TTC

Les offres seront détaillées financièrement par équipements, le total ne dépassant pas le montant global initial du lot.

Chaque prestataire pourra proposer **deux solutions d'aménagements maximum**.

Description sommaire des travaux

La présente opération comprendra, de manière non exhaustive, les principaux postes suivants :

- conception des structures,
- implantation des points d'ancrages,
- assemblage et pose de la structure,

Il est à noter que la commune de Mios se réserve le droit de procéder à la pose de certains jeux par le biais de la régie municipale

ARTICLE 2 - TRANCHES D'EXECUTION / ALLOTISSEMENT

Tranches d'exécution

Sans objet

Découpage en lots

Lot 1 : Aire de jeux

Lot 2 : Aire de fitness extérieur

Pilotage et coordination des travaux

Sans objet.

Toutefois, si les entrepreneurs titulaires du marché jugent nécessaires de sous-traiter des prestations, ils auront à leur charge l'ordonnancement, le pilotage et la coordination des travaux qui en découlent.

ARTICLE 3 - DOCUMENTS

Les documents constitutifs du marché sont mentionnés ci-après. Il est porté à l'attention de l'entreprise que le CCTP du marché prime sur les autres pièces, hormis le cadre réglementaire que représentent les normes et réglementations en vigueur, CCTG travaux et CCAG fournitures.

Documents techniques applicables au marché

- le présent CCTP,
- les documents publiés par le CSTB et relevant de la procédure de l'avis technique : cahiers et avis techniques,
- les D.T.U. applicables aux différentes prestations,
- les normes françaises homologuées,
- les documents établis par les commissions techniques des assurances.

Plans joints au marché

Sans objet.

Pièces à fournir par les entreprises lors de la remise de leur offre

Les titulaires devront obligatoirement joindre à leur offre sous peine de rejet pour non-conformité **le mémoire technique** intégrant notamment :

- le programme d'exécution avec un planning détaillé incluant notamment les délais de fabrication en usine et de livraison ainsi que d'exécution des ouvrages sur site (établi conformément aux attentes du maître d'ouvrage),
- Image de synthèse présentant la structure de jeux dans son ensemble (aspect esthétique et intérêt ludique de l'ensemble) en version papier format A3 souhaité et sur un support informatique.
- Décomposition détaillée du prix global et forfaitaire précisant pour chaque équipements le coût en fourniture et le coût de la pose
- Documentation technique détaillée de l'ensemble des matériaux et matériels prévus notamment les fiches de montage de jeux.
- Tous les avis techniques agréments, rectifications par les organismes compétents pour les produits utilisés.
- Lieux précis où peuvent être visités les jeux proposés
- L'Acte d'engagement dûment complété

Documents à remettre après achèvement de l'installation de la structure de jeux

Le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E) sera fourni le jour des opérations de vérification, en 2 exemplaires papiers sous classeur et un exemplaire informatique (sur clé USB), pour l'ensemble des prestations :

- les plans d'exécutions,
- les notes de calcul justifiant de la mise en œuvre,
- les notices techniques de tous les principaux matériaux, compris Avis techniques le cas échéant,

Documents informatiques

Les documents informatiques constituant le DOE numérique seront fournis de la façon suivante :

- en .pdf pour les notes de calcul, notices, avis techniques...,
- en .jpeg pour le reportage photographique,
- en .pdf + .dwg pour les plans d'exécutions.

ARTICLE 4 - CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE

Les ouvrages du présent marché devront répondre aux conditions et prescriptions des documents techniques qui lui sont applicables à la date de remise des offres.

Les ouvrages devront répondre aux critères imposés par les normes européennes EN 1177, EN 1176-1, EN 1176-7 et NF 54205 et aux normes NFP 90102, 90106 et 90107, avec notamment :

- EN 11765 qui fixent les règles de sécurité en matière d'équipement d'aires de jeux et notamment l'étendue de la surface d'impact.

- EN 1177 permet de mesurer les capacités amortissables du sol de sécurité. Elle retient une méthode d'essais sur la hauteur de chute critique (HCC ou HIC) du sol de sécurité.

Le fabricant assurera de la conformité de sa production aux normes européennes par un Certificat de conformité de type délivré par un laboratoire officiel européen.

ARTICLE 5 - PRESCRIPTIONS D'EXÉCUTION DIVERSES

Mise en œuvre de sources de chaleur

L'exécution des travaux nécessitant la mise en œuvre d'une source de chaleur mobile (chalumeau, lampe à souder...) devra être précédée de la remise au maître d'ouvrage d'une fiche indiquant :

- la nature, le lieu, la date et la durée du travail à effectuer,
- les mesures de prévention prises contre les risques d'incendie,
- les moyens éventuels de lutte contre l'incendie prévus sur le chantier concerné.

Mesures de protection contre l'incendie

L'entrepreneur devra assurer à ses frais sous sa responsabilité les mesures de protection contre l'incendie, comportant la présence obligatoire sur son chantier d'un extincteur à poudre efficace contre les feux pouvant être provoqués par les matériels, engins, véhicules et employés.

Enfin, il devra désigner pour le chantier un responsable assurant à tous les arrêts de travaux l'extinction des feux, le contrôle des mesures de sécurité, notamment l'absence de feux couverts pouvant être provoqués par l'emploi d'appareils de chauffage ou de chalumeaux.

Sécurité des personnes et du chantier

La mise en place de toutes les mesures d'hygiène et de sécurité liées à ce type de chantier, seront dues au titre du présent marché.

Les entrepreneurs intervenants seront responsables de leur matériel, de la protection de leur chantier et de la stricte observation des règles relatives à la sécurité du travail (cf. décret n° 65-48 du 8 janvier 1965 modifié).

Tout le matériel de sécurité (échelles, échafaudages, filets, baudriers, etc...) devra être conforme à la réglementation en vigueur.

ARTICLE 6 - MATÉRIAUX ET FOURNITURES

Normes

Les provenances, les qualités, les caractéristiques, les types, les dimensions, le poids, les procédés de fabrication, les modalités d'essais, de marquage, de contrôle et de réception des matériaux et produits fabriqués doivent être conformes aux normes françaises homologuées par l'Association Française de Normalisation (AFNOR) réglementairement en vigueur au moment de la signature du marché et notamment pour ce marché, dans les limites de leurs conditions de normes expérimentales ou de leurs éventuelles révisions en cours.

Tout équipement de jeux proposé devra offrir toutes les garanties requises sur le plan de la conception, de la sécurité, de la rusticité, des qualités ludiques et esthétiques. Il appartiendra à l'entrepreneur d'apporter les preuves que ces garanties sont respectées. Ceci essentiellement par le biais de certificats par type ou par modèle prouvant que les jeux ont subi l'épreuve de conformité.

L'entrepreneur est réputé connaître ces normes. En cas d'absence de normes ou d'annulation de celles-ci ou de dérogations justifiées notamment par des progrès techniques, les propositions de l'entrepreneur seront soumises à l'agrément du Maître d'ouvrage.

Spécifications relatives aux matériaux et fournitures

Les matériaux, éléments et procédés utilisés pour la réalisation des travaux devront être conformes aux spécifications et aux prescriptions énoncées dans les normes, DTU (cahiers des clauses, règles de calcul,

mémentos, commentaires, annexes) et autres documents techniques réglementaires et normatifs (guides, cahiers du CSTB, règles établies par des organismes professionnels, etc...).

Les matériaux et procédés non traditionnels devront posséder un avis technique favorable du CSTB.

Les produits et matériaux entrant dans la composition des ouvrages du présent marché devront posséder un certificat de qualification chaque fois qu'il existe une certification dans leur catégorie.

Sauf spécifications particulières dûment exprimées, tous les matériels et matériaux entrant dans la réalisation des ouvrages, devront satisfaire aux normes en vigueur même lorsque ces documents ne sont pas expressément rappelés dans le présent CCTP.

Échantillons

L'entrepreneur, avant la mise en œuvre, soumettra à l'agrément du maître d'ouvrage ou de son représentant, les échantillons du modèle de matériaux entrant dans la composition des ouvrages.

Les matériaux ou matériels fournis devront être neufs, avoir les caractéristiques correspondantes aux influences auxquelles ils pourront être soumis et répondre exactement aux conditions nécessaires à une parfaite exécution des travaux demandés.

Aucun changement au projet ne pourra être apporté en cours d'exécution sans l'autorisation expresse et écrite du maître d'ouvrage.

Les frais résultant de changements non autorisés et toutes les conséquences, ainsi que tout travail supplémentaire exécuté sans ordre de service écrit, seront à la charge de l'entrepreneur.

ARTICLE 7 - VOLET ENVIRONNEMENTAL

L'entrepreneur devra sélectionner les équipements et réaliser son étude en prenant en compte tous les éléments permettant de minimiser l'impact du projet sur l'environnement. Ceci devra être réalisé en trouvant le meilleur compromis avec la notion de durabilité dans le temps.

Les lignes conductrices suivantes devront être intégrées à l'étude :

- matériaux retenus avec impact sur les gisements et stocks en matière première,
- recyclage des équipements en fin de vie,
- proximité entre le lieu de production et le site d'implantation

Le bilan carbone de l'opération devra pouvoir être clairement identifiable.

ARTICLE 8 - NETTOYAGE ET PROTECTION DES OUVRAGES

Toute entreprise intervenant sur le chantier aura la responsabilité du nettoyage et de la protection des ouvrages réalisés par ses soins jusqu'à la réception de l'ensemble. La protection devra tenir compte le cas échéant des interventions des autres entrepreneurs sur ou à proximité immédiate des ouvrages concernés.

Pour ce qui concerne le nettoyage final avant réception, le titulaire du marché aura à sa charge l'enlèvement et l'évacuation des protections, l'évacuation des emballages ainsi que le nettoyage final des ouvrages et des abords extérieurs.

ARTICLE 9 - REMISE EN ÉTAT DES LIEUX

Le titulaire du marché aura à sa charge la remise en état des lieux (voiries et espaces verts notamment) tel qu'il les a trouvés avant de débiter les travaux.

Tout dégât occasionné par le titulaire du marché sera remis en état à l'identique de l'existant, aux frais de ce dernier.

ARTICLE 10 - INSTALLATIONS ET GESTION DU CHANTIER

Les installations de chantier, à la charge du titulaire, comprennent en outre, les prestations décrites ci-après.

Clôture de chantier

Le titulaire du marché réalisera et entretiendra selon nécessité en permanence une clôture de 2,00 m de hauteur, avec panneautage réglementaire sur l'emprise du chantier (compris zone de stockage des matériaux) telle que délimitée lors de la première réunion de chantier.

Il aura aussi à sa charge le démontage et l'enlèvement de cette clôture à la fin des travaux.

Installation des baraquements et raccordements aux réseaux

Sans objet.

Une salle de réunion, un vestiaire et des sanitaires seront mis à la disposition de l'entrepreneur par le maître d'ouvrage.

Panneau de chantier

Sans objet.

Signalisation de chantier

Sans objet.

Gestion des déchets de chantier

Le mandataire du marché devra prendre les mesures particulières concernant le tri et l'évacuation des déchets conformément au schéma d'organisation et de gestion des déchets (SOGED) qu'il a mis en application.

Consommations en énergie et fluides

Sans objet.

ARTICLE 11 - VISITE DES LIEUX

Les entreprises peuvent réaliser une **visite des lieux** en présence du maître d'ouvrage sur demande par mail à c.tonnelle@villemios.fr

Il s'agit de leur permettre d'adresser une offre intégrant les particularités et contraintes du site et ainsi, appréhender au mieux les incidences financières qui en découlent.

ARTICLE 12 - PRIX

Les prix sont fermes et non actualisables.

La commune de Mios se réserve le droit de procéder en régie à la pose de certains jeux.

ARTICLE 13 – AIRES DE JEUX

Vue aérienne du site



Description générale

La structure de jeu à installer au titre du présent marché, dite multi-activités, devra être en capacité d'accueillir des enfants dont la tranche d'âge se situe de 2 à 14 ans.

Un effort devra être apporté dans la conception générale de manière à ce que l'emprise globale de la structure soit adapté au cadre qui l'accueille.

Le prestataire devra proposer une solution qui s'intègre au budget général proposé par la commune pour cette réalisation sans toutefois déroger aux demandes minimales du CCP.

Le nombre et la qualité des jeux proposés seront essentiel dans le choix du prestataire ainsi que le nombre d'enfant pouvant être accueilli sur la structure en simultanée. Celui-ci sera clairement identifié dans la proposition.

À ce titre et dans la mesure du possible, il sera privilégié des zones de jeux distinctes pouvant fonctionner de manière autonome (en accès et sortie) mais interconnectées entre elles, offrant des possibilités ludiques supplémentaires et de cheminements complets divers et variés.

La disposition des jeux devra être cohérente et logique en fonction des règles de sécurité à respecter (disposition, espacement entre les barreaux, entre les mailles d'un filet le cas échéant ...).

Les jeux devront être esthétique et adaptée aux besoins des enfants en matière de motricité et de développement. Les plateformes devront être antidérapantes, aucun angle saillant ne sera accepté.

La structure devra présenter une garantie de 10 ans minimum. Le titulaire précisera les conditions de cette dernière pour tous les éléments constituant l'aire de jeux.

Pendant cette période, le titulaire devra s'engager à livrer gratuitement les pièces de rechange pour le remplacement des pièces défectueuses.

La commune de Mios ne cible aucun matériau en particulier les solutions en bois sont acceptés dans la présente consultation.

Les modalités de service après-vente devront être indiquées dans le dossier technique.

Caractéristiques fonctionnelles

Même si elle constitue une structure unique et globale, un minimum de 3 sous-zones d'activités devra être identifiable, le but étant d'offrir une « sectorisation » des tranches d'âge : un espace 2-6 ans, un espace 4-12 ans et un espace 12 -14 ans

L'offre doit également intégrer à minima :

1 ensemble banc + poubelle par zone en lien avec l'esthétisme du jeu proposé par le prestataire.

À titre d'information, tout ou partie des agrès suivants pourra composer la structure dans sa globalité :

- tours avec plateformes,
- toboggans avec fonds et/ou toboggans sans fond (à tubes latéraux),
- ponts en corde,
- plans et/ou filets d'escalade,
- plan(s) vertical(aux) tubulaire(s),
- échelles de suspension,
- mat de glisse.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Elle a pour objet de refléter les attentes minimales du maître d'ouvrage mais l'entrepreneur pourra faire évoluer les équipements sans s'éloigner des attentes minimales du maître d'ouvrage.

L'attention des titulaires est attirée sur le fait que leur proposition d'intégration finale de la structure remise par ce dernier contribuera à retenir le candidat.

Espace enfant :

Minimum 3 agrées comprenant 1 jeux à ressort, deux structures permettant l'escalade et la glisse et faisant appel à l'imaginaire des enfants (cabane ...)

Espace 4-12 ans :

Minium 1 grande structure

Espace 12-14 :

Minium 1 grande structure accès sur l'escalade

Caractéristiques techniques

L'ossature des équipements devra être de conception robuste et parfaitement protégée de la corrosion. Que ce soit pour l'ossature ou les accessoires ludiques, tout matériau de construction insensible à la corrosion par nature devra être privilégié.

De même pour des raisons de longévité de la structure, les assemblages par soudure seront à privilégier. Pour tous les assemblages secondaires par boulonnage, ces derniers seront exclusivement réalisés en acier inoxydable.

Pour les accessoires, les matériaux dont la teinte est réalisée dans la masse seront à privilégier pour une meilleure résistance aux UV dans le temps.

Les points précités devront clairement apparaître dans le dossier technique à remettre.

Accessoires annexes

L'entrepreneur aura à sa charge la fourniture et mise en œuvre du panneau d'information réglementairement lié à la structure de jeu. Ce dernier, de conception robuste (inaltérable dans le temps en terme de reprographie), devra disposer d'un traitement anti UV.

ARTICLE 14 – AIRE DE FITNESS

Description générale

La zone de fitness extérieur devra a minima comprendre une zone dédiée à l'étirement et une zone dédiée au fitness actif.

La zone fitness actif dans sa conception devra être intégrer à minima 10 agréés.

La zone d'étirement devra comprendre à minima 1 agréé.

Cette zone sera accompagnée d'un panneau d'information général permettant une présentation de l'offre du parc dimension mini 1m20 * 2m.